



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Économie Circulaire
rue du Cul d'Anon- Parc d'activités Angers-St Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 31 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir

ZA La Blaisonnaire
49140 Seiches-sur-le-Loir

Références : EC-2023-400-INSP-PAPREC-Grand_Ouest-Seiches-sur-le-Loir-RAP.odt

Code AIOT : 0006302575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir implanté ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre :

- du suivi des actions que l'exploitant devait mener suite à la précédente visite d'inspection du 21 septembre 2022,
- de l'instruction du porter à connaissance déposé le 23 décembre 2022 et qui a fait l'objet d'une demande de compléments en date du 16 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir
- ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006302575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est équipé d'une installation de tri de déchets. Il accueille des déchets issus de la collecte sélective de déchets sur le territoire de différentes collectivités. Il accueille également des déchets issus de la mise en place du tri sélectif chez les industriels et dans des établissements du tertiaire (supermarchés, fast-food, etc.)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réserve incendie,
- Protection des installations contre la foudre,
- Installation électrique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 22/09/2012, article 7.5.3	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 7.2.10.3	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 7.2.8	Sans suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mené depuis la visite d'inspection précédente du 21 septembre 2022 des actions visant à traiter les non-conformités qui avaient été relevées.

Il est constaté qu'il reste encore certaines actions à mener dont la mise en œuvre est ralentie par des délais d'exécution des différents prestataires, notamment concernant la mise en conformité des installations de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none">- une réserve de 240 m³ implantée à l'entrée de l'entreprise. Cette réserve d'eau est équipée d'une aire d'aspiration stabilisée, accessible en toute circonstance aux véhicules de lutte contre l'incendie, est aménagée conformément aux directives des services d'incendie et de secours.
Constats : <p><u>Constats de la visite du 21 septembre 2022 :</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'une réserve incendie implantée au Nord de l'entrée du site, sans pour autant être en mesure de quantifier le volume d'eau présent.</p> <p>La réserve incendie est rendue étanche par une géomembrane. Elle est remplie par l'intermédiaire d'un flotteur raccordé au réseau AEP, ce qui garantit un remplissage constant de la réserve même en cas d'épisodes de fortes évaporations.</p> <p>La réserve est équipée d'une canne d'aspiration. Au droit de la canne d'aspiration, l'exploitant a réalisé un marquage au sol en peinture jaune sous forme de zébra, pour interdire le stationnement de véhicules ou de matériels.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si la réserve incendie a fait l'objet d'une visite du SDIS49 pour s'assurer de sa conformité avec le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).</p> <p><u>Constats de la visite du 29 juin 2023:</u></p> <p>L'exploitant indique qu'il a réalisé une opération de nettoyage de la réserve incendie implantée au Nord de l'entrée du site. Lors de cette opération de nettoyage, il est apparu que la géomembrane assurant l'étanchéité était abîmée. L'exploitant a pris la décision de rénover cette réserve incendie en la terrassant de nouveau au même emplacement.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer que le volume utile d'eau contenue dans cette réserve soit au minimum de 240 m³.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que la réserve incendie a été rénovée. Cependant, depuis sa rénovation et à ce jour, la réserve incendie n'a pas fait l'objet d'une réception par les services du SDIS afin de s'assurer de sa conformité avec le RDDECI du Maine et Loire.</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 29 juin 2023:</p> <ul style="list-style-type: none">- le bon de commande signé auprès du prestataire en charge des travaux de rénovation de la réserve incendie,- la facture de ce prestataire. <p>Par courriel du 20 juillet 2023, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan de récolement des travaux de rénovation de la réserve incendie,- l'attestation de travaux émise par le prestataire en charge de la rénovation de la réserve incendie, précisant que le volume utile réel de cette réserve est au moins de 240 m³.
Observations : <p>Il est attendu que, dans les plus brefs délais, l'exploitant s'assure de la conformité de la réserve incendie rénovée [respect des dispositions du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI)] permettant une utilisation par les engins d'incendie et de secours, en se rapprochant des services du SDIS 49.</p> <p>La justification de la conformité de la réserve incendie est à adresser auprès des services de la préfecture (Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable Bureau des Procédures Environnementales et Foncières) et auprès de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 7.2.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.</p> <p>Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.</p>
Constats : <p><u>Constats du 21 septembre 2022:</u></p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre N°16020832/1.1.1., rédigé le 19/09/2022 par la société BUREAU VERITAS.</p> <p>Ce rapport relève 8 non-conformités et il préconise les actions suivantes à entreprendre:</p> <ul style="list-style-type: none">- effectuer une mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre (ARF),- reprendre l'Étude Technique Foudre (ETF) pour une mise en conformité après la mise à jour de l'ARF,- mettre en place le carnet de bord de l'installation de protection contre la foudre et le tenir à jour,- réalisation de travaux divers sur les installations de protection contre la foudre. <p>L'exploitant explique en partie ces non-conformités par les modifications apportées au site, notamment la modernisation de la ligne de tri des déchets. Il indique également que certaines non-conformités sont apparues avec l'intervention d'un nouveau prestataire en charge du contrôle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>L'exploitant indique qu'il vient juste de recevoir le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre et qu'il n'a pas eu le temps à ce jour, de mener les investigations nécessaires pour un retour à la conformité.</p> <p><u>Constats du 29 juin 2023:</u></p> <p>L'exploitant indique qu'il a connu des difficultés pour trouver un prestataire pour réaliser l'ARF et l'ETF dans les plus brefs délais. Le premier prestataire qu'il avait retenu n'a pas été en mesure de réaliser la prestation demandée. L'exploitant indique qu'il a sollicité un autre prestataire afin de réaliser l'ARF et l'ETF.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'ARF rédigée par la société 1G-Foudre, en date 23/06/2023, suite à son intervention du 8/06/2023,- l'ETF rédigée par la société 1G-Foudre, en date 23/06/2023, suite à son intervention du 8/06/2023. <p>L'exploitant précise que la remise de ces documents étant très récentes, il n'a pas eu le temps de contacter des prestataires pour établir des devis pour la mise en conformité des installations de protection contre la foudre, conformément aux conclusions de l'ETF.</p> <p>Par courriel du 20 juillet 2023, l'exploitant a remis:</p> <ul style="list-style-type: none">- le bon de commande, en date du 3/11/2022, passé auprès du premier prestataire qui n'a pas réalisé la prestation (ARF et ETF),- l'ARF rédigée par la société 1G-Foudre, en date du 19/07/23, version révisée après échange avec l'exploitant. L'ARF préconise des mises en conformité des installations de protection contre la foudre sur le bâtiment de production (bâtiment qui accueille l'installation de tri),- l'ETF rédigée par la société 1G-Foudre, en date du 18/07/2023, version révisée après échange avec l'exploitant. L'ETF liste les travaux à réaliser dans le cadre de la protection contre la foudre (effets directs et effets indirects) sur l'ensemble des bâtiments du site.

Observations :

Il est attendu que l'exploitant:

- réalise, dans les plus brefs délais, la mise en conformité des installations de protection contre la foudre conformément aux conclusions de l'ETF,
- adresse aux services de la préfecture (Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable Bureau des Procédures Environnementales et Foncières) avec copie à l'inspection des installations classées, les justificatifs permettant de vérifier que les travaux qu'il a réalisés sont de nature à répondre aux conclusions de l'ETF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au moins une fois par an par un organisme compétent qui mentionne exactement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p>
Constats : <p><u>Constats du 21/09/2022:</u> L'exploitant présente le rapport de vérification périodique de l'installation électrique n°0749195-006-1 daté du 21 septembre 2021 et rédigé par la société APAVE. Ce rapport relève 22 observations. Sur ce rapport, l'exploitant a consigné les mesures correctives qu'il a mis en place. L'exploitant présente le rapport de vérification périodique de l'installation électrique n°0749195-007-1 daté du 16 septembre 2022 et rédigé par la société APAVE. Sur ce rapport, l'exploitant a consigné les mesures correctives qu'il a mis en place en date du 16/09/22 et du 20/09/22. L'exploitant présente le rapport Q18 n°0749195-007-1 daté du 16/09/2022 par la société APAVE. Ce rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion, au regard de la non-conformité qui a été constatée. L'exploitant indique que les mesures correctives menées le 20/09/2022 sont de nature à traiter cette non-conformité. L'exploitant présente également le rapport Q19 daté du 17 juin 2022 et rédigé par la société XJM / IRVISION où il a été relevé une anomalie qualifiée de degré de priorité 2. L'exploitant a mené des actions correctives le 8/07/2022 qu'il a consignées sur le rapport Q19.</p> <p><u>Constats du 29/06/2023:</u> L'exploitant indique qu'il a mené des mesures correctives pour lever les non-conformités relevées dans le rapport Q18 n°0749195-007-1 daté du 16/09/2022 par la société APAVE. Suite à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a sollicité la société APAVE pour vérifier les actions correctrices qu'il avait réalisées. Le rapport n°22525035 du 14 décembre 2022 rédigé par la société APAVE, conclut notamment que la non-conformité relevée dans le rapport Q18 n°0749195-007-1 daté du 16/09/2022 est levée. Suite à la précédente visite d'inspection du 21/09/2022, l'exploitant a fait procéder le 12/10/2022 à un nouveau contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge. Le rapport Q19 daté du 27 octobre 2022 et rédigé par la société XJM / IRVISION ne relève pas d'anomalies constatées. L'exploitant précise que la prochaine vérification périodique de l'installation électrique est programmée à l'automne 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet